

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Déclaration à la conférence de presse du CI, 11 août 1995, Ljubljana, Slovénie

Index AI: EUR 63/20/95

– Jakobovic (Hajika) Abid, 57 ans, garde forestier, enlevé dans un car à Potocari, base de la FORPRONU, le 12 juillet ; "disparu".

– Hediba Alic, 22 ans ; Hajrudin Begzadic, 52 ans ; Esad Mustafic, tous enlevés à cette même date du 12 juillet dans une usine désaffectée de Potocari par des soldats serbes vêtus d'uniformes de la FORPRONU ; désormais "disparus".

Toutes ces personnes, et plusieurs milliers d'autres, ont "disparu" il y a presque un mois aujourd'hui (vendredi 11 août 1995) lorsque la prétendue zone de sécurité de Srebrenica a été occupée par l'Armée serbe de Bosnie. Il y a maintenant deux semaines, la prétendue zone de sécurité de Zepa est tombée, et des milliers d'autres personnes ont fui. Là encore, beaucoup ont "disparu". Aujourd'hui, un mois après Srebrenica, des milliers de personnes, dont on pense qu'elles sont tombées aux mains de l'Armée serbe de Bosnie, sont toujours portées disparues. Ces milliers de personnes viennent s'ajouter aux dizaines de milliers d'autres déjà "disparus" en ex-Yougoslavie au cours des trois dernières années, et dont on reste sans nouvelles.

Pendant ces deux dernières semaines, deux collègues d'Amnesty International et moi-même avons eu l'occasion d'interroger longuement un grand nombre de réfugiés qui avaient fui les zones de Srebrenica et de Zepa après leur occupation par l'Armée serbe de Bosnie. Environ 15 000 ont fui à pied dans la forêt, où il semble qu'ils se soient heurtés à des embuscades systématiques tendues par les soldats serbes de Bosnie. Certaines personnes de ce groupe auraient été tuées après s'être rendues aux forêts serbes.

La population restée à Srebrenica (au moins 20 000 personnes) a été évacuée vers Potocari. Là, non seulement les hommes dans la foret de l'âge, mais aussi des garçons dès 12 ans et des vieillards âgés de plus de 65 ans, voire de plus de 75 ans, ont été systématiquement séparés des femmes et des enfants et emmenés. On est sans nouvelles de plusieurs milliers d'entre eux.

Nous avons recueilli des récits de témoins oculaires et des témoignages de première main auprès de personnes qui ont pris part à cet exode, et que nous avons rencontrés soit dans le camp de l'aéroport de Tuzla, où plusieurs milliers de réfugiés ont été installés à proximité de la piste, soit dans des centres d'hébergement.

Il n'est pas facile de vérifier les faits avec certitude. Si les réfugiés prêts à témoigner ne manquent pas, il reste difficile, en raison du nombre de personnes concernées et des conditions dans lesquelles beaucoup d'entre elles ont fui, d'obtenir les éléments permettant de confirmer ces témoignages, surtout lorsqu'on s'adresse à des réfugiés partis à pied, qui ont passé plusieurs jours sans dormir, sans manger, sans boire, et qui ont été victimes de nombreuses embuscades. On comprend aisément qu'ils aient du mal à se souvenir précisément des dates, des heures ou même des lieux.

Toutefois, après avoir parlé avec des centaines de réfugiés, nous avons pu mesurer l'étendue effrayante de ce type d'atteintes aux droits de l'homme. Je n'ai pas trouvé une seule personne qui connaisse le sort de toute sa parenté. Dans chaque famille rencontrée, il manquait un père, un mari, un fils ou un frère. Souvent, les femmes n'avaient aucune nouvelle de plusieurs de leurs proches du sexe masculin ; dans certains cas, ils avaient tous "disparu", surtout lorsqu'ils étaient en âge de

porter les armes.

Que leur est-il arrivé ? Où sont-ils ?

La réponse n'est guère agréable à envisager. J'ai peur que les pires craintes d'un trop grand nombre de familles ne se réalisent. Si les hommes qui ont été séparés des femmes à Potocari font partie d'un très petit nombre d'heureux, ils peuvent être détenus au camp de Batkovic, où ils ont reçu la visite du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui en a dressé la liste. Mais ceux-ci ne représentent qu'une infime partie des "disparus" – environ 164 il y a quelques jours à peine, pour être précis.

Au début, un grand nombre d'entre eux semblaient être détenus sur le terrain de football de Bratunac, mais d'après le CICR, ils ne s'y trouveraient plus.

Voici maintenant des scénarios bien plus probables :

– des milliers d'entre eux peuvent être détenus au secret sans aucun lien avec leur famille, un avocat ou quiconque, entièrement coupés du reste du monde, et ce depuis maintenant un mois. Étant donné les traitements habituels infligés aux prisonniers détenus par l'Armée serbe de Bosnie, cette hypothèse n'est pas de nature à rassurer les proches des "disparus" ;

– ils peuvent aussi être morts. Peut-être font-ils partie des sept corps qu'une employée de la FORPRONU dit avoir vu lorsqu'elle est allée au puits et qu'elle y a découvert trois de ses voisins, la gorge tranchée.

– ou peut-être font-ils partie des centaines, voire des milliers d'autres qui semblent avoir été exécutés après s'être rendus aux forces serbes, ou avoir été victimes d'une embuscade lors de leur fuite dans la forêt.

Nous sommes ici aujourd'hui pour porter témoignage au nom des "disparus", pour ajouter nos voix, venues de plus de 70 pays du monde entier, à celles des nombreuses familles endeuillées qui eroupissent dans des camps situés à seulement quelques kilomètres d'ici, pour demander avec elles que le sort de chacun des prisonniers de l'Armée serbe de Bosnie soit révélé. Nous savons que les dirigeants serbes de Bosnie ont connaissance du lieu où ils se trouvent et de ce qui leur est arrivé, et ils sont responsables de leur sort. Les responsables doivent répondre de leurs actes : les membres d'Amnesty International dans le monde, au nombre de plus d'un million, feront tout leur possible – actions d'information, manifestations, campagnes – pour qu'ils soient effectivement amenés à le faire !